

Franco Bassanini, le rénovateur transalpin

di Jean-Jacques Bozonnet

En Italie, sa "révolution silencieuse" est en panne. La spectaculaire modernisation de l'Etat, qu'il a entreprise à la fin des années 1990, en tant que ministre de la fonction publique dans les gouvernements de centre-gauche dirigés par Romano Prodi, Massimo D'Alema, puis Giuliano Amato, est encore au milieu du gué. Les cinq lois qui portent son nom n'ont pas été remises en cause au cours des cinq années de parenthèse berlusconienne, mais leur application en vue de simplifier la machine administrative a subi un coup d'arrêt.

Depuis le retour de ses amis politiques au pouvoir, en 2006, Franco Bassanini constate "un pas en arrière", illustré, selon lui, par la constitution d'un pachydermique gouvernement de trente ministères. Ce juriste de 67 ans n'en fait pas partie, contrairement à son épouse, Linda Lanzillotta, ministre des affaires régionales. Il n'est même pas au Parlement, où il a pourtant siégé sans discontinuité de 1979 à 2006. "Je suis le seul ancien ministre du centre-gauche à ne pas avoir été mis en position éligible sur les listes", regrette-t-il, attribuant sa disgrâce à des "mesquineries" au sein de l'état-major de son parti, les Démocrates de gauche (DS).

Depuis le bureau de la fondation d'études et de recherches Astrid, spécialisée dans la réforme des institutions, Franco Bassanini ronge son frein. Il collabore avec divers ministres de l'équipe Prodi, "mais pas celui de la fonction publique". Sous la rondeur du personnage, toujours affable et courtois, ses amis perçoivent aujourd'hui de l'aigreur, sinon de la rancœur.

Prophète boudé dans son pays, il se console en constatant que le gouvernement espagnol de José Luis Zapatero s'est inspiré largement de son modèle pour la réforme de l'Etat votée au printemps. Et le voilà parmi les experts choisis par Nicolas Sarkozy pour participer, au sein de la commission Attali, officiellement installée jeudi 30 août, à "la libération de la croissance française". Comment rendre l'administration de l'Etat plus efficace et moins coûteuse ? Telle est depuis longtemps la marotte de ce professeur de droit constitutionnel à l'université de Rome, pour qui des services publics productifs sont des outils de croissance pour un pays. En 1996, les Italiens considéraient la mission impossible. Cinq ans plus tard, l'OCDE applaudissait "les impressionnants succès" de l'expérience. En Italie, le coût des personnels publics était passé de 12,6 % du PIB en 1990 à 10,5 %, contre 14,6 % en France. De nombreuses démarches administratives ont été simplifiées. Au point que l'indice de satisfaction des usagers de l'administration est passé de 36 % en 1996 à 59 % en 2001.

Seul échec, la méritocratie, pourtant clé de voûte de la modernisation. "J'avais prévu de fortes augmentations de traitements, en grande partie liées aux résultats : les hauts fonctionnaires ont accepté l'argent, mais les indicateurs de performances n'ont pas été mis en place", explique-t-il, désabusé, avec une pointe de reproche pour le gouvernement en place. Ses recettes sont-elles transposables en France ? Le regard rieur derrière ses lunettes cerclées, Franco Bassanini a une réponse toute faite : "Plus un Etat est délabré, plus il est facile de trouver le consensus nécessaire pour une réforme radicale." L'Italie des années 1990 avait toutes les caractéristiques requises.

Entre 1996 et 1999, il a pu s'appuyer sur les trois centrales syndicales italiennes, qui ont joué le jeu, y compris sur le changement du statut des fonctionnaires en un statut de droit privé. Trois de ses cinq lois ont été votées à la quasi-unanimité. "En France, la nécessité d'une réforme globale n'est pas ressentie par l'opinion, on pense qu'il suffit de faire des retouches pour améliorer une administration qui ne marche pas si mal", estime-t-il.

Père de l'un des meilleurs alpinistes italiens, cet amateur de montagne compte bien aider les Français à trouver la meilleure voie pour escalader les préjugés. "On aura le droit de faire des propositions impopulaires", rigole-t-il. Pour lui, l'intransigeance des syndicats est à l'origine de

l'échec de la réforme des services de Bercy lancée en 1999 par le gouvernement de gauche. Mais pas seulement. "Pour réformer l'Etat, il faut une volonté très forte du chef de l'Etat ou de gouvernement, note-t-il. Or, Christian Sauter n'avait pas eu un soutien suffisant de Lionel Jospin." Il connaît en revanche la détermination du nouveau président de la République. "A sa demande, j'ai fait une présentation de ma réforme, en 2002, place Beauvau, devant l'assemblée des préfets et des sous-préfets", se souvient M. Bassanini. Par la suite, le spécialiste italien a aussi planché devant les cadres de l'UMP, avant d'être nommé en 2004 par Jean-Pierre Raffarin au Comité d'évaluation des stratégies ministérielles de réforme présidé par Francis Mer. La cheville ouvrière en était Eric Woerth, actuel ministre du budget et de la fonction publique.

Cet homme de gauche n'a aucun état d'âme à l'idée de collaborer avec la droite française. "J'ai acquis la conviction que la réforme de l'Etat n'est ni de droite ni de gauche", coupe-t-il, en rappelant qu'il a beaucoup travaillé avec Michel Sapin, ancien ministre socialiste de la fonction publique. Est-ce un effet de ses manières simples et cordiales, les collaborations de Franco Bassanini se transforment souvent en amitiés ? Au printemps 2005, pour la pendaison de crémaillère de son appartement parisien, il s'en souvient : "Il y avait parmi nos amis présents, Eric Woerth et Renaud Dutreil, Michel Sapin et Christian Sauter." Autour du buffet, les invités n'ont pas seulement parlé de la fonction publique. C'est Renaud Dutreil, paraît-il, qui suggéra à ses interlocuteurs socialistes de trouver un visage nouveau pour affronter Nicolas Sarkozy à la présidentielle, lâchant le nom de... Ségolène Royal.

Franco Bassanini est (encore) loin d'être un ami de Nicolas Sarkozy. Entre le coup de fil de 2002 et celui qui l'a débusqué, en plein mois d'août, sous un parasol de la plage de Capalbio (Toscane) pour rejoindre la commission Attali, il ne l'a rencontré que trois fois. "Toujours dans des réunions publiques", dit-il. C'est pourtant son image de proche qui lui aurait coûté, sous le gouvernement Villepin, son poste au conseil d'administration de l'ENA, où il a siégé en qualité d'expert de 2002 à 2005 : "J'ai découvert que mon nom ne figurait pas dans le conseil renouvelé en allant sur le site de l'école, mais personne ne m'avait prévenu."